

STOKES, Doug, *America's Other War. Terrorizing Colombia*, London, Zed books, 2005, 147 p.

Jean Marie Izquierdo

Volume 38, numéro 2, juin 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/016037ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/016037ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Izquierdo, J. M. (2007). Compte rendu de [STOKES, Doug, *America's Other War. Terrorizing Colombia*, London, Zed books, 2005, 147 p.] *Études internationales*, 38(2), 277–279. <https://doi.org/10.7202/016037ar>

me référence sur ce thème. Rapporter l'opinion de juges africains, amenés parfois à statuer sur des litiges portant sur des frontières héritées, tracées par les Occidentaux selon des logiques souvent extérieures à la région, présente un réel intérêt.

Suzanne LALONDE

Faculté de droit
Université de Montréal et

Frédéric LASSERRE

Département de géographie et
Observatoire de recherches internationales sur l'eau
HEI, Université Laval, Québec

America's Other War. Terrorizing Colombia.

STOKES, Doug. *London, Zed books, 2005, 147 p.*

Doug Stokes, *lecturer* au Département de politiques internationales de l'Université galloise d'Aberystwyth, s'est intéressé à la situation de la Colombie ces dernières décennies. Plus précisément, il s'est interrogé sur les liens qui se sont établis, depuis la fin de la guerre froide, entre la Colombie et les États-Unis d'Amérique (EUA). En effet, la Colombie est aujourd'hui le premier pays bénéficiaire de l'aide militaire nord-américaine en Amérique latine, le troisième dans le monde. Cette aide, longtemps destinée à lutter contre l'expansion communiste sur le continent, a été justifiée, dans l'après-guerre froide, par la lutte contre le narcotrafic. Depuis, le 11 septembre 2001, elle est maintenue au nom de la lutte contre le terrorisme international... Les arguments, les *prétextes* comme Doug Stokes les nomme, se sont succédés pour maintenir un *État de terreur* en Colombie. Car l'aide américaine a pour

vocation de maintenir les gouvernements proaméricains au pouvoir afin de protéger les intérêts des États-Unis sur place, notamment en préservant un accès stratégique à un pétrole ne provenant pas du Moyen-Orient. Grâce à des documents confidentiels, Doug Stokes étaye sa thèse. Il fait la démonstration que la situation de détresse dans laquelle se trouve la Colombie participe bel et bien d'une stratégie politique. Ce faisant, il dénonce la responsabilité des États-Unis d'Amérique dans la situation désastreuse, notamment au regard du respect des droits de l'homme, que connaît la Colombie.

L'argumentation de Doug Stokes tend à prouver que les États-Unis disposent de leurs prés carrés latino-américains suivant leurs propres intérêts. Depuis la formulation de la doctrine Monroe (1823), le continent américain est considéré par les EUA comme un ensemble unique qui doit resté fermé à toute tentative de colonisation. Depuis 1823, il revient naturellement aux États-Unis d'Amérique de protéger ce qui est devenu *leur* continent : les puissances européennes se partagent le monde (Afrique, Asie, etc.), les États-Unis d'Amérique s'approprient l'Amérique tout entière. C'était il y a moins de deux siècles et les EUA ont conservé leurs zones d'influence américaines. Sans remonter aussi loin dans l'histoire, l'auteur fait l'effort de mettre en perspective l'actualité des relations entre les États-Unis et la Colombie (chap. 1). En restituant à la fois dans le temps et dans l'espace les objectifs de la diplomatie des États-Unis en Amérique latine pendant la guerre froide (chap. 2), puis dans l'après-guerre

froide (chap. 3), l'auteur passe en revue les différentes interprétations théoriques de la discipline sur la question. Usant notamment de la dialectique de l'endiguement et de la protection de la démocratie, les États-Unis sont toujours parvenus à préserver leurs intérêts géostratégiques dans la région (chap. 2). Aussi, à la fin de la guerre froide, la politique militaire des États-Unis a-t-elle continué à s'opposer aux démocraties latino-américaines qui menaçaient leurs intérêts (chap. 3). Il semble donc n'y avoir rien de véritablement nouveau dans l'actualité de ce sous-continent : seulement, en s'arrêtant sur le cas colombien, Doug Stokes prend le temps de démonter les ressorts contemporains du redéploiement de la politique stratégique des États-Unis sur cette région, en particulier en Colombie, depuis les événements du 11 septembre 2001.

En effet, depuis la guerre froide, la Colombie a vu s'enraciner sur son territoire un État de terreur alimenté par l'aide militaire des États-Unis. Leur participation dans la mise en place de politiques contre-insurrectionnelles joue depuis un rôle décisif dans la physionomie des gouvernements. Elle sert à légitimer un large investissement permettant de protéger et de préserver les équilibres politiques et sociaux favorables aux intérêts des États-Unis sur place (chap. 4). Qu'il s'agisse de la lutte contre le communisme (chap. 4) ou de la lutte contre le narcotrafic dans les années 1990 (chap. 5), les États-Unis ont su maintenir leur influence dans la détermination des orientations politiques du pays, en particulier grâce au chantage à la *decertification* (*Plan*

Colombia). Faisant fi des conséquences humanitaires régulièrement dénoncées par les ONG spécialisées, les États-Unis semblent poursuivre leur chemin sans être inquiétés, protégeant inlassablement leurs intérêts dans la région (accès au pétrole), au nom d'arguments hasardeux justifiés par la lutte contre le terrorisme international. Doug Stokes dénonce cette proximité qui s'est installée au fil des années entre la diplomatie américaine et les pouvoirs colombiens. Il démonte un système qui s'est édifié pour préserver la sécurité *nationale* états-unienne de façon transnationale, c'est-à-dire en investissant le cœur des États latino-américains et en se positionnant sur l'échiquier d'une guerre énergétique.

Si Doug Stokes nous présente un excellent exposé qui a le mérite de faire le point sur les relations entre les États-Unis et un État *vassalisé*, on regrette néanmoins qu'il n'ait pas plus diversifié ses sources. En effet, son approche reste unilatérale et souvent univoque, les documents et les personnalités consultés sont exclusivement anglo-saxons et exposent la position des États-Unis à l'égard d'un champ d'expansion conçu comme naturellement leur. Aussi, on regrette que n'apparaissent aucune source locale qui nous permettrait d'appréhender la position des Colombiens et de leurs institutions dans ce système d'échange. Ceci nous permettrait éventuellement de mieux cerner la marge d'action de la Colombie, tout particulièrement à l'heure où l'Amérique latine s'affirme en opposition vis-à-vis de l'ingérence coutumière de la diplomatie de Washington (Venezuela, Bolivie, Nicaragua, Équa-

teur, etc.). Tel n'était probablement pas l'objet de cet ouvrage qui s'attache à démontrer les artifices argumentaires de la stratégie géopolitique des États-Unis. En cela, par sa concision et son approche, il y parvient remarquablement.

Jean Marie IZQUIERDO

CERVL-Sciences po Bordeaux, France

**From the Outside Looking In.
Media and Defence Analyst
Perspectives on Canadian
Military Leadership.**

*HORN, colonel Bernd, (dir.). Kingston, ON,
Canadian Defence Academy Press, 2005,
266 p.*

Depuis le début des années 1990, une vaste littérature s'est développée autour de la relation complexe et de plus en plus imbriquée entre les médias, les conflits, et les forces armées nationales. Beaucoup d'ouvrages en la matière ont pris le parti des médias en mettant notamment l'accent sur la désinformation délibérée de la part des gouvernements. Au Canada, le sombre épisode de la *débâcle somalienne* de 1992-1993 a stimulé de telles analyses. Dans *From the Outside Looking In*, plus d'une dizaine d'analystes, de journalistes et d'anciens militaires adoptent toutefois un angle d'approche différent, soit celui de cibler le leadership militaire canadien afin non seulement de lui fournir une meilleure compréhension de l'influence des médias sur leur travail, mais également de souligner comment il peut lui-même se servir de ce pouvoir afin de redresser l'image ternie des Forces armées canadiennes auprès des Canadiens.

C'est en ce sens que l'introduction de l'ouvrage met en évidence le fait que, si les militaires canadiens souhaitent regagner la faveur populaire, ils doivent reprendre confiance en les médias, ne serait-ce qu'à cause de leur capacité d'influer sur les croyances et les attitudes des Canadiens. Le journaliste Derek Stoffel, qui signe le premier chapitre, retrace les expériences difficiles entre les médias et les Forces armées canadiennes au cours des années 1990, mais observe une certaine amélioration depuis quelques années. Plusieurs éléments demeurent néanmoins à corriger selon lui, dont la fâcheuse tendance du Bureau des affaires publiques (BAP) du ministère de la Défense nationale à dicter les faits aux médias, plutôt que de favoriser la transparence et l'ouverture. En refusant de commenter ou en limitant au maximum l'information disponible aux journalistes, le BAP amène ces derniers à devoir se fier aux analyses d'observateurs extérieurs, souvent, conclut Stoffel, très critiques des Forces armées canadiennes.

Alors que Steve Lukits souligne l'importance des relations entre les militaires et les médias, David Bercuson fait ressortir un thème récurrent chez plusieurs auteurs : le devoir des officiers canadiens d'exprimer clairement aux médias les besoins et les lacunes (en termes d'équipement et de personnel notamment) des Forces armées canadiennes et ce, afin de faire valoir leur point de vue et, par le fait même, d'exercer une pression politique sur les dirigeants canadiens. La tendance des officiers supérieurs à ne pas agir ainsi représentée, selon David Rudd, une dimension